

**Jean-Marie SÉRONIE<sup>1</sup>**

## **2041, l'odyssée paysanne<sup>2</sup>**

**Pour la santé de l'Homme et de la planète**



**Présentation par :**

**Pascale MAGDELAINE<sup>3</sup>**

Comme Ulysse, l'agriculture française s'inscrit dans une longue histoire, ponctuée d'innovations et d'adaptations successives, dont le rythme s'est accéléré pendant les dernières décennies. Aujourd'hui la question agricole suscite un regain d'intérêt du consommateur et du citoyen, regain nourri par des préoccupations variées au centre desquelles notre propre santé et celle de la planète. Quelles sont aujourd'hui les dynamiques à l'œuvre au sein du monde agricole, comment ce dernier pourra-t-il prendre en compte les nouveaux défis, sanitaires, climatiques et de préservation de la biodiversité, quels sont les leviers d'action disponibles, et quel paysage agricole peut-on imaginer à l'horizon 2040 ?

Pour répondre à ces questions Jean-Marie Séronie, agroéconomiste qui accompagne depuis quarante ans les acteurs du monde agricole, se livre à un exercice prospectif, à partir de l'analyse des forces en

---

<sup>1</sup> Membre de l'Académie d'agriculture de France, Secrétaire de la section 10.

<sup>2</sup> Editions France Agricole, 2022, 216 p., 19,90 € (livre relié) et 15,90 € (version numérique).

<sup>3</sup> Membre de l'Académie d'agriculture de France, Vice-Secrétaire de la section 10.

présence, c'est à dire des évolutions sociétales, démographiques, climatiques, géopolitiques et scientifiques, et de leur impact potentiel sur les choix stratégiques des agriculteurs et plus généralement des acteurs du monde agricole.

**Dans une première partie**, l'auteur analyse le passé récent au travers de 4 questions : Les Français sont-ils satisfaits de leur agriculture ? Les agriculteurs sont-ils satisfaits de leur situation ? L'agriculture française est-elle performante ? La sécurité alimentaire de la France est-elle assurée ?

Cette première partie mobilise de nombreux travaux de recherche et statistiques, et est illustrée par de nombreux graphiques et des encadrés permettant d'approfondir certains points. Elle met notamment en évidence un décalage entre le ressenti souvent négatif des consommateurs (sur l'évolution qualitative des produits, le respect de l'environnement et l'évolution des structures agricoles), la perception par les agriculteurs eux-mêmes de leur action et la réalité agricole objective. L'analyse des revenus et du patrimoine des agriculteurs permet par ailleurs de relativiser certaines affirmations souvent entendues. En effet, la situation économique moyenne des agriculteurs ne se dégrade pas, cependant celle-ci est de plus en plus hétérogène et les écarts se creusent ce qui, conjugué à des pressions psychologiques croissantes, tend à fragiliser certains exploitants et pose la question de la résilience du secteur.

Sur la performance de l'agriculture française le constat est moins favorable, notamment en ce qui concerne la compétitivité de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire français, illustré par la dégradation du solde des échanges extérieurs. Différentes raisons de cette perte de compétitivité sont analysées, certaines spécifiques à des filières, d'autres plus transversales. L'auteur souligne notamment le décalage entre ce que nous consommons et ce que nous produisons (nous exportons souvent de la qualité et nous importons des prix bas ou nous exportons des produits bruts et importons des produits transformés), ce qui signifie qu'une meilleure adéquation de notre production à la demande serait un levier efficace d'amélioration de notre position concurrentielle.

Lors de la crise de la Covid, la chaîne alimentaire a démontré une forte agilité et a su s'adapter aux transferts de lieux d'achat et de gamme de produits. Cependant notre agriculture n'est pas autonome et nous importons de nombreux intrants (carburants, engrais, matières actives des produits phytosanitaires, machines agricoles, protéines pour l'alimentation animale...) ce qui constitue un point de fragilité. Enfin, notre agriculture est souvent rétive aux changements, que ce soit ceux de la politique agricole, avec une résistance forte aux évolutions de la PAC depuis 1992, ou ceux de la demande des consommateurs, malgré quelques exemples contraires.

En conclusion de cette première partie, l'auteur souligne une vision de l'agriculture, en France, souvent plus patrimoniale qu'entrepreneuriale et un manque d'agilité, c'est-à-dire une certaine difficulté à suivre voire anticiper les mutations de contexte en cours.

**Dans une courte seconde partie**, l'auteur précise son choix méthodologique de ne pas conduire une démarche prospective classique conduisant à l'élaboration de scénarios contrastés, mais de fournir aux agriculteurs et aux acteurs qui les accompagnent, des outils permettant de piloter au mieux la trajectoire de leur propre exploitation, à partir de l'analyse des dynamiques en cours, des opportunités, des menaces et des signaux faibles.

**Dans une troisième partie**, l'auteur rappelle les éléments de contexte et les enjeux auxquels devra répondre le secteur agricole : il analyse le contexte géopolitique et la place de l'Union européenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de mondialisation croissante jusque très récemment. Il souligne que la crise de la Covid et le conflit Russo-ukrainien pourraient infléchir ces tendances à l'internationalisation des chaînes de production et favoriser des stratégies visant à une plus grande autonomie des économies, notamment en termes d'alimentation.

Il rappelle ensuite les deux défis majeurs qui s'imposent à nous : la croissance démographique et le changement climatique. Ces deux défis sont-ils inconciliables ? Selon différents travaux de prospective récents, la planète pourrait nourrir dix ou onze milliards d'humains, à condition cependant, d'une part, de réduire les pertes et gaspillages tout au long de la chaîne alimentaire, et d'autre part, de faire évoluer

les modèles de consommation et de production en réponse à des enjeux contrastés selon les régions du globe.

L'agriculture est au cœur du défi climatique : si l'agriculture et le système alimentaire français représentent une part importante des émissions de GES en France, le secteur agricole est également un des rares secteurs à stocker naturellement du carbone et peut représenter une partie de la solution. Il est également un des secteurs les plus impactés par le dérèglement climatique.

A la question Est-il possible de nourrir 10 milliards d'hommes en protégeant la planète, l'auteur répond plutôt favorablement en soulignant que cela nécessitera de conduire simultanément deux transitions, alimentaire et agro-écologique avec deux incertitudes : celle de la « *concordance des temps* » entre action publique, évolution des connaissances scientifiques et modification du comportement des consommateurs et celle du pilotage et de la coordination des différents acteurs.

**La quatrième partie** est consacrée à l'étude des demandes sociétales fortes et diverses, au travers de deux angles d'approche : l'évolution des comportements alimentaires et le regard de la société sur l'élevage. Le premier est abordé à partir de tendances actuelles et de signaux faibles en faisant des hypothèses sur les tendances futures (demande accrue de produits « *qualitatifs* », rôle social de l'alimentation, rôle de l'alimentation dans la santé, personnalisation de l'alimentation, importance du prix ... recherche de proximité...). Le regard de la société sur l'élevage est replacé dans un contexte historique depuis l'animal auxiliaire de l'homme jusqu'à une profonde remise en cause de l'intensification de l'élevage et plus encore de la légitimité même de ce dernier au travers du mouvement antispéciste. Ces tensions croissantes autour de l'élevage interrogent son avenir dans nos sociétés développées : quelle place demain pour les productions animales, avec quels modes de production, quelles pratiques d'élevage, sur quels territoires, sur quels marchés, à quels prix ?

**Dans une cinquième partie**, l'auteur envisage, sans les opposer, les différentes avancées scientifiques, ou techniques, susceptibles de « *révolutionner* » le monde agricole. En premier lieu, l'agroécologie, une discipline scientifique nouvelle, qui renouvelle les perspectives avec une approche systémique, et qui apporte des solutions agronomiques « *situées* », c'est à dire étroitement liées à un contexte local, à un territoire. En second, l'importance croissante accordée aux micro-organismes, et la découverte progressive de leurs rôles dans différentes régulations (dans la santé des animaux et des végétaux, dans l'immunité, dans la résistance aux stress...) pouvant conduire à un véritable pilotage du microbiote du sol, des végétaux ou des animaux, par l'homme. La révolution numérique est également à l'œuvre et est susceptible d'apporter de réels services à une agriculture plus « *naturelle* » via l'exploitation de données toujours plus nombreuses et variées, le développement de l'intelligence artificielle, l'automatisation et la robotisation permettant un allègement de la pénibilité du travail et enfin un accès amélioré à différentes informations techniques, économiques et commerciales. Enfin, la sélection génétique est présentée comme une alternative à la chimie, pour améliorer quantitativement et qualitativement la production agricole. Les différentes avancées récentes, transgénése, édition génomique, épigénétique, sont resituées dans un contexte historique et les perspectives qu'elles offrent sont analysées en prenant en compte leur acceptabilité par la société.

**La sixième partie** s'intéresse aux évolutions de la politique agricole, et à l'évolution de ses objectifs dans le temps, depuis la satisfaction des besoins alimentaires de la population et de la sécurisation des moyens de production, une implication croissante de l'Etat dans le commerce des biens alimentaires, jusqu'à une tendance plus récente de politique plus qualitative, certification officielle de la qualité, et surtout une préoccupation environnementale qui devient centrale dans la politique agricole moderne.

La politique agricole s'exprime à différents niveaux territoriaux : l'Europe définit les grandes orientations, le niveau national devient finalement un lieu de coordination, le territoire de proximité apparaît souvent le plus pertinent pour l'agriculture (gestion de l'eau, agroécologie, programmes alimentaires...), ce qui pose la question de l'articulation entre ces différentes échelles. Par ailleurs le changement climatique apparaît comme un nouvel enjeu essentiel des politiques agricoles avec notamment la gestion du marché des crédits carbone qui pourrait constituer une source de financement de la transition agricole.

Au final, les objectifs de la politique agricole demain devront prendre en compte la consolidation de la résilience du secteur par une réduction des écarts de performance et de revenus, et le soutien et l'accompagnement des transitions.

**La dernière partie** conclut avec un pari, une hypothèse et une vision de l'agriculture en 2041. Le pari est celui, déjà évoqué, de la concordance des temps entre l'évolution des connaissances scientifiques, celle des comportements alimentaires et celle de la transformation écologique des systèmes de production. L'atteinte de la neutralité carbone en 2050, objectif audacieux du *Green Deal* européen, repose en effet sur cette synchronisation des agendas. L'hypothèse est celle d'un rapport renouvelé au territoire, avec un développement des partenariats entre agriculteurs, des agricultures situées, c'est à dire mobilisant des solutions et des itinéraires techniques adaptés à un contexte pédoclimatique précis et des systèmes alimentaires territorialisés.

Le paysage agricole futur qui en résultera sera probablement constitué d'agricultures variées, avec des organisations différentes selon les marchés, des tailles d'entreprises et des formes d'organisation diverses et une multiplication de systèmes techniques différents. L'auteur parle ici d'agricultures hybridées, associant de nouveaux acteurs, apportant innovation et nouveaux regards, nouveaux investisseurs et nouveaux partenariats. En conclusion, l'auteur insiste sur une triple nécessité : celle d'une forte capacité d'adaptation des futurs agriculteurs, celle d'une bonne compréhension par le citoyen-consommateur des contraintes économiques et des risques inhérents à la transition du monde agricole, et celle de clarification des objectifs de politique publique et d'une évolution des modes de gouvernance redonnant une plus grande place à la gouvernance territoriale.

Cet essai, très documenté, fait un point complet sur la situation actuelle de l'agriculture française et les enjeux auxquels elle est confrontée, dans un contexte évoluant rapidement. L'analyse est volontairement centrée sur les acteurs de la production agricole, laissant de ce fait un peu dans l'ombre les aspects organisationnels des filières et le rôle que pourraient jouer les autres acteurs de la chaîne alimentaire, notamment les acteurs en aval de l'agriculture, dans cette transition agricole et alimentaire. Elle ouvre de larges perspectives sur les différentes forces motrices en présence, internes au monde agricole ou présentes dans son environnement, identifie les leviers à la disposition de ce dernier pour naviguer au mieux dans ces eaux agitées et délivre au final une vision plutôt positive du futur proche et du rôle que pourraient jouer les agriculteurs dans sa construction.

\*\*\*